

**Aix-en-Provence**

ZA L'Enfant 405 rue Emilien Gautier  
13290 Aix-en-Provence

Tél : 06 71 48 60 00

Mél : lydia.engelmann@bureauveritas.com

N° affaire : 28268162/1

**Mission** : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

**Opération :**

*Opération* : 84/ORANGE/BA115-BRIN D'ARRET

BA 115

84100 ORANGE

**Destinataire :**

Service d'Infrastructure de la Défense SUD EST

Gregory SALORET

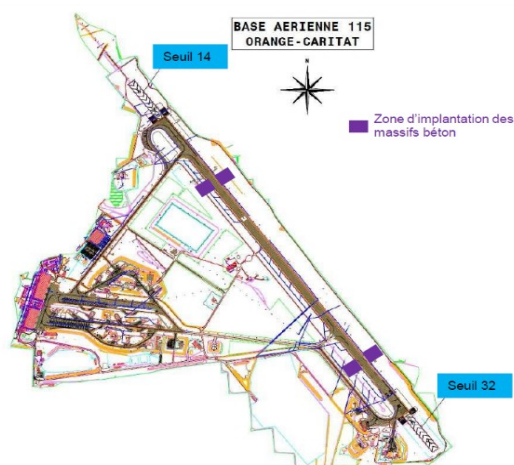
311, avenue Massena,

34080 MONTPELLIER

**Plan Général de Coordination**

# P.G.C.

**Opération de catégorie : 2**



Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
23/09/2025	Rev0		Lydia ENGELMANN
29/09/2025	Rev1	Durée et date de démarrage	Lydia ENGELMANN

## SOMMAIRE

<b>0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION .....</b>	<b>4</b>
<b>1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION .....</b>	<b>6</b>
<b>1.1. Présentation du projet .....</b>	<b>6</b>
1.1.1. Objet de l'opération .....	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises .....	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier .....	6
1.1.4. Démarche environnementale .....	6
1.1.5. Prévision du nombre de lots .....	7
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier .....	7
<b>1.2. Présentation des intervenants .....</b>	<b>7</b>
<b>2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS .....</b>	<b>9</b>
<b>2.1. Principe des séquences d'interventions .....</b>	<b>9</b>
<b>2.2. Inspections Communes .....</b>	<b>9</b>
<b>2.3. PPSPS .....</b>	<b>9</b>
2.3.1. Pénalités .....	10
<b>2.4. Sous-traitance .....</b>	<b>10</b>
2.4.1. Déclaration des sous-traitants .....	10
2.4.2. Transmission du PGC .....	10
2.4.3. Obligation du sous-traitant .....	10
<b>2.5. Intérimaires .....</b>	<b>10</b>
<b>2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur » .....</b>	<b>11</b>
<b>2.7. Travailleurs indépendants .....</b>	<b>11</b>
<b>2.8. Protections individuelles .....</b>	<b>11</b>
<b>2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers .....</b>	<b>11</b>
<b>2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers .....</b>	<b>12</b>
<b>3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE .....</b>	<b>13</b>
<b>3.1. Accès au site et réseaux provisoires .....</b>	<b>13</b>
<b>3.2. Emprise de chantier .....</b>	<b>13</b>
3.2.1. Clôture et portail .....	13
3.2.2. Accès .....	14
3.2.3. Circulations .....	14
3.2.4. Signalisation .....	14
3.2.5. Stationnements .....	14
3.2.6. Stockage .....	15
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie) .....	15
3.2.8. Cantonnements et entretien .....	15
<b>3.3. Nettoyages (hors cantonnement) .....</b>	<b>15</b>
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier .....	16
3.3.2. Plan d'installation de chantier .....	16
<b>3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier .....</b>	<b>16</b>
<b>4. MESURES DE COORDINATION SPS .....</b>	<b>17</b>
<b>4.1. Définition des séquences d'interventions .....</b>	<b>17</b>
<b>4.2. Analyse de risques .....</b>	<b>18</b>
<b>4.3. Co-activités et protections collectives .....</b>	<b>19</b>
4.3.1. Organisation de la sécurité collective .....	19
4.3.2. Déplacement de protection collective .....	20
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise .....	20
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles .....	20
<b>4.4. Equipement de levage .....</b>	<b>20</b>
4.4.1. Autorisation de survol .....	20
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention .....	20
<b>4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site .....</b>	<b>21</b>

4.5.1. Approvisionnements et stockage .....	21
4.5.2. Travaux superposés .....	21
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux .....	21
4.5.4. Protection contre le bruit .....	21
4.5.5. Protection contre l'incendie .....	21
4.5.6. Travaux en hauteur .....	22
4.5.7. Echafaudage, tour escalier .....	22
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins .....	22
<b>4.6. Moyens communs .....</b>	<b>23</b>
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur .....	23
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier .....	23
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels .....	23
4.6.4. Protection des accès – Auvents .....	23
<b>4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets .....</b>	<b>23</b>
<b>5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER .....</b>	<b>24</b>
<b>5.1. Stockages sur le chantier .....</b>	<b>24</b>
<b>5.2. Nettoyage .....</b>	<b>24</b>
<b>5.3. Enlèvement des déchets .....</b>	<b>24</b>
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires .....	24
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés .....	25
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise .....	25
<b>6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION .....</b>	<b>26</b>
<b>6.1. Déclarations particulières .....</b>	<b>26</b>
<b>6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération .....</b>	<b>26</b>
<b>6.3. Risques par rapport à un chantier voisin .....</b>	<b>27</b>
<b>6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure .....</b>	<b>27</b>
<b>6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu .....</b>	<b>27</b>
<b>6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages .....</b>	<b>28</b>
<b>6.7. Locaux témoins .....</b>	<b>28</b>
<b>7. ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>29</b>
<b>7.1. Téléphone de secours .....</b>	<b>29</b>
<b>7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) .....</b>	<b>29</b>
<b>7.3. Travail isolé .....</b>	<b>29</b>
<b>7.4. Procédure d'organisation des secours .....</b>	<b>29</b>
<b>7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident .....</b>	<b>29</b>
<b>7.6. Point de rencontre secours .....</b>	<b>29</b>
<b>7.7. Modèle de fiche de secours .....</b>	<b>30</b>
<b>ANNEXES AU P.G.C. ....</b>	<b>31</b>

## 0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

**Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.**

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- des documents fournis par la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'Oeuvre

# 1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

## 1.1. Présentation du projet

### 1.1.1. Objet de l'opération

#### ORANGE / BA 115 / Brins d'arrêts

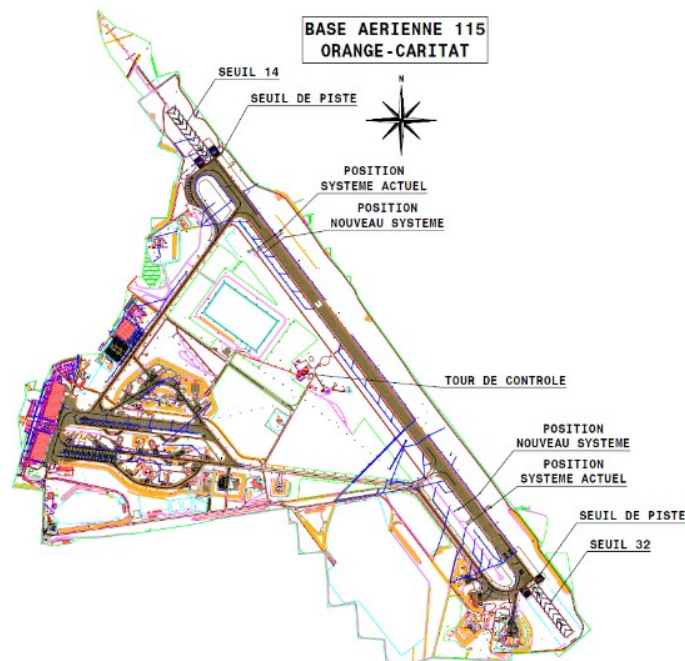
Le projet concerne la mise en place par CURTISS-WRIGHT ARRESTING SYSTEMS (CWAS) d'un Système d'Arrêt d'Urgence pour avions militaires.

Ce système sera implanté à proximité des seuils 14 et 32 de la piste principale de la base.

Les travaux ont pour objet la réalisation (études et exécution compris) des travaux de création des différents massifs béton rendus nécessaires pour l'installation de ce système d'arrêt d'urgence.

Caractéristiques du site :

Terrain militaire – Opération réalisée au profit de la base aérienne 115 - Capitaine De Seynes d'Orange-Caritat.



### 1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : AO

Mode de passation des marchés : lots

Type de marchés : public

### 1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 1 juin 2026

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 2

Phasage des travaux: NON

### 1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

L'entrepreneur s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- L'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

Le titulaire du lot devra tenir compte de la mise en œuvre des dispositions suivantes, liste non exhaustive, se référer à la notice environnementale fournie en annexe pour le respect de l'environnement :

- Mise en place de bacs de rétention sous les stockages de déchets dangereux liquides, dont la contenance est au moins égale à celle desdits stockages ;
- Récupération des laitances des produits hydrauliques. Après décantation, les boues sont collectées comme des déchets inertes ; les eaux sont raccordées au réseau d'assainissement selon les modalités définies par le prestataire chargé de l'assainissement ;
- Lavage des roues des véhicules avant la sortie du chantier. Les eaux boueuses sont décantées ; la boue est ensuite éliminée dans la catégorie des déchets inertes et les eaux de lavage sont raccordées au réseau d'assainissement selon les modalités définies par le prestataire chargé de l'assainissement ;
- Présence obligatoire sur le chantier d'un Kit de dépollution, en cas de déversement accidentel ;
- Limitation de la vitesse des véhicules sur le chantier (vitesse limitée à 30 km) ;

Il est également porté à l'attention du titulaire du marché que la zone des travaux présente de forts enjeux biodiversité.

Notamment, l'emplacement des travaux se situe à enjeux fort pour l'Outarde Canepetière, espèce protégée sur le plan national.

### 1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : 1 lot et sous-traitants

### 1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 10 à 12 personnes

## 1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	Service d'Infrastructure de la Défense SUD EST	311, avenue Massena, 34080 MONTPELLIER	gregory.saloret@intradef.gouv.fr	Gregory SALORET
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION AVIGNON	631 Chem. des Meinajaries, 84140 Avignon	06 71 48 60 00 lydia.engelmann@bureauveritas.com	Lydia ENGELMANN
Inspection du travail	CGA/IS/ITA	60, bld du Général Martial VALIN CS 21623 75 509 PARIS cedex 15	christophe.legrand@intradef.gouv.fr	LCL Christophe LEGRAND
Exploitant	Chargé de prévention : BA115 / bureau maîtrise des risques / division environnement prévention -	Base Aérienne 115 - Orange Caritat 84871 ORANGE CEDEX	06 71 73 69 05 benoit4.martin@intradef.gouv.fr	Benoit MARTIN

*Liste complète des entreprises en pièce jointe*



## 2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

### 2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

### 2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

**Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :**

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

### 2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

### 2.3.1. Pénalités

Selon CCAP/CCTP MO

Se conformer aux pièces écrites du marché.

## 2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

### 2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

### 2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

### 2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

## 2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

## 2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

## 2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

## 2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

## 2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

### Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

**D.U.E.** (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,  
**Contrat d'intérim** si pas de DUE,  
**Déclaration de détachement** pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

**Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.**

## **2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers**

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

### 3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

#### du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

##### Contraintes d'environnement de site

###### Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

###### Présence de plomb dans les existants

Sans objet

###### Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

#### 3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Les travaux doivent être réalisés dans une enceinte militaire. Accès réglementé et formation sécurité aéronautique obligatoire.

Respect des prescriptions du gestionnaire du site ( décrites dans le marché de travaux).

Réseaux existants sur site.

##### Réseaux enterrés & aériens

Avant le démarrage des travaux, **l'entreprise principale** s'assurera sur le site, de l'emplacement et de la nature des réseaux pouvant se trouver dans les zones à terrasser et les zones d'intervention.

Il matérialisera au préalable les réseaux enterrés existants par piquetage, et identifier les réseaux aériens pouvant interférer avec l'intervention des engins..

#### 3.2. Emprise de chantier

##### 3.2.1. Clôture et portail

Clôture / barriérage/ balisage de chantier à installer en amont des travaux afin de maintenir le chantier clos par rapport à l'exploitation du site.

L'établissement restant en activité, **l'entreprise principale** met en place toute protection permettant la continuité de l'activité et des circulations nécessaires.

**L'ENTREPRISE PRINCIPALE** met en place, gère et entretient durant toutes la durée du chantier, les clôtures nécessaires, y compris les portes et portails d'accès à l'emprise des travaux.

Le périmètre d'intervention sera totalement fermé et non accessible aux personnes non autorisées.

Toutes les zones d'intervention des entreprises seront clôturées (afin qu'elles soient physiquement interdites au public, prévoir en conséquence la

signalisation par panneaux : « chantier interdit au public », « port du casque obligatoire ».

Suivant l'avancement des travaux, un balisage et une protection efficaces du chantier devront être mis en place, en particulier au droit des circulations.

L'accès, aux entrées du bâtiment, sera protégé de façon à ne pas gêner la circulation des usagers et à éviter tout risque d'accident pour ceux-ci.

L'Entreprise devra au préalable informer les utilisateurs du bâtiment des mesures de sécurité au droit des accès concernés par les travaux.

#### INTERVENTION SUR ZONE AERO

**Tout élément susceptible de s'envoler vers les pistes et taxi way, sera ancré, ou lesté ou contreventé.  
L'utilisation de barrières dans cette zone, n'est pas préconisée par le BMR.  
Les voies d'accès seront identifiées avant la phase de travaux, en fonction de l'activité.**

### 3.2.2. Accès

Utilisation des accès existants.

Accès aux intervenants

L'accès à la zone de chantier est réservé aux entreprises agréées par le Maître d'Ouvrage et aux personnes habilitées au sens de la législation du travail.

Le MO prévoit un contrôle d'accès (Accueil Base), et une autorisation d'accès au site est préalablement nécessaire.

Pas de présence militaire permanente sur site.

**Les voies d'accès seront identifiées avant la phase de travaux, en fonction de l'activité.**

### 3.2.3. Circulations

Chantier dans base aérienne en activité. Respect des prescriptions de l'exploitant.

La circulation des véhicules à l'intérieur de la zone militaire, n'est autorisée que sur le parcours repéré dans le plan d'installation chantier de l'entreprise principale.

Limitation de la vitesse de **30 à 70 km/h** et selon les zones de circulation et la signalisation.

L'administration militaire se réserve le droit de retirer, temporairement ou définitivement, l'autorisation d'accès à toute personne ne respectant pas les règles de circulation.

### 3.2.4. Signalisation

La signalisation routière, à l'extérieur et à l'intérieur du chantier, sera assurée par l'**entreprise principale**.

La surveillance du maintien, ainsi que l'entretien de cette signalisation seront assurés par cette entreprise jusqu'à l'achèvement des travaux.

Ce point est sensible compte tenu de la persistance de l'activité aux alentours du site.

Le titulaire devra la pose, l'entretien et l'adaptation, à l'avancement du chantier, des éléments de protection adaptés, propres à l'ensemble du chantier.

Lors de l'ouverture de la clôture périmétrique pour la réalisation des travaux, le titulaire devra restituer à chaque fin de journée le même niveau de sécurité que la clôture existante.

Par ailleurs, le titulaire devra prévoir la mise en oeuvre de baliroads en plastique rouge et blanc afin de fermer toutes les bretelles connectées à la piste (ALPHA, BRAVO, CHARLIE et DELTA).

### 3.2.5. Stationnements

Stationnement selon prescription du gestionnaire du site.

Sauf accord particulier préalable, aucun stationnement de véhicules de livraisons ou d'engins de chantier n'est toléré

sur les voies situées aux abords du chantier autres que la zone de stationnement repérée sur le PIC.

### 3.2.6. Stockage

Aires de stockage :

Elles seront implantées sur le plan d'installation de chantier, en fonction des besoins de toutes les entreprises et des

possibilités du terrain suivant phasage.

L'aménagement et la matérialisation d'une zone de stockage de matériaux et matériels avec clôtures

périphériques type Héras. Les engins de chantier peuvent rester sur site la nuit dans des zones dédiées ;

La mise en place d'une aire de lavage des toupies béton et engins de chantier ;

Compte tenu du type de travaux et du risque d'envol vers la piste :

- Stockage en quantité limitée dans une zone dédiée, ou approvisionnements au fil de la pose
- Aucun stockage persistant le long de la piste

### 3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Les entreprises prendront toutes dispositions pour être autonomes en eau.

Les entreprises se raccorderont sur le réseau électrique existant.

### 3.2.8. Cantonnements et entretien

Base vie adaptée à l'effectif de chantier à installer en amont des travaux et à raccorder aux réseaux.

Locaux de vie et d'hygiène :

Conformes au code du travail, ils seront installés pendant la période de préparation, maintenus en place et entretenus pendant toute la durée du chantier.

Sanitaires prévus pour l'effectif de chantier TCE (en tenant compte de l'évolution des effectifs), avec chauffage et eau à température réglable (ballon d'eau chaude).

A charge de l'entreprise générale y compris le nettoyage quotidien.

Vestiaires et réfectoire équipés pour l'effectif de chantier TCE (tables et chaises en nombre suffisant pour le réfectoire y compris frigo, chauffe-plat et chauffage). .

**Les installations d'hygiène et de sécurité nécessaires au personnel réalisant les travaux (locaux vestiaires,**

WC, sanitaires, réfectoires, etc.) réalisées suivant les prescriptions du C-SPS (Cf. PGC) et la réglementation en vigueur ;

☐ L'installation d'une salle de réunion, chauffée et climatisée, pouvant accueillir huit personnes (en dehors des besoins propres au titulaire). Elle sera équipée du mobilier (tables, chaises, armoires, tableaux aimantés et aimants, d'une fontaine à eau fraîche y compris les consommables : eau et gobelets, une armoire vestiaire fermant à clé destinée au maître d'oeuvre) ;

☐ L'installation d'un bureau de 15 m² compris deux ensembles « bureau + chaise + écran 24 pouces minimum + souris + clavier » pour recevoir notamment l'Agent de Terrain CWAS ;

## 3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Nettoyage quotidien du chantier à la charge de chaque entreprise.

La voirie sera nettoyée très régulièrement de manière à n'apporter aucune gêne aux usagers et ne provoquer aucun risque d'accident.

Aucun envol de quelque sorte ne sera toléré.

### 3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'œuvre réalise un projet de plan d'installation de chantier joint au DCE.

L'entreprise principale mettra à jour le PIC en phase préparation de chantier.

### 3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **Lot principal** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- des circulations dédiées à la continuité de l'activité, par phase.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **Lot principal** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

## 3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	Existant	Existant	Fin de chantier
Accès	Existant	Lot principal	Fin de chantier
Circulations	Existant	Lot principal	Fin de chantier
Signalisation	Lot principal	Lot principal	Fin de chantier
Stationnement	Existant	Lot principal	Fin de chantier
Stockage	Existant	Lot principal	Fin de chantier
Réseaux provisoires de chantier	Existant	Lot principal	Fin de chantier
Coffret électrique général	Existant	Exploitant	Fin de chantier
Coffret divisionnaire et éclairage	Existant	Lot principal	Fin de chantier
Cantonnement	Existant	Lot principal	Fin de chantier
Infirmier de chantier	Sans Objet		
Nettoyage hors cantonnement	Chaque entreprise	Chaque entreprise	Fin de chantier
PIC	Lot principal	Lot principal	Fin de chantier
Protections collectives	TCE	TCE	Fin de chantier
Accès hauteur communs	TCE	TCE	Fin de chantier
Déchets - Gravats	Chaque entreprise	Lot principal	Fin de chantier



## 4. MESURES DE COORDINATION SPS

### 4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 TCE			Déplacement de plain-pied Produits dangereux Réseaux Manutention manuelle Chute d'objets, éclats Chute d'objets, éclats Travail en hauteur Produits dangereux Chute d'objets, éclats Contraintes météorologiques Travail en hauteur Inflammation, explosion Contact électrique direct ou indirect Inflammation, explosion Engins et matériels Inflammation, explosion	. . . Etiquetage de zone logos danger . Déclaration DGAC, adéquation levage Signalétique, barriérage Entreprise qualifiée uniquement . Aucune intervention sans permis de fouille Pas de traitement par vent. Interrompre immédiatement les travaux et avertir les autorités compétentes.
		Génie civil	Engins et matériels Eclairage Collision, heurt Multi danger	. Travaux de nuit autorisés par le Maître d'ouvrage dans les zones séparées des flux de circulations par le terres plein central ou par barrage renforcé localisé ( cas d'une chaussée libérée en section courante par basculement de la circulation sur l'autre chaussée ou d'une bretelle fermée à la circulation). Coactivité interdite dans la zone d'évolution des engins. .

## 4.2. Analyse de risques

### Séquence : 1 - TCE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Nettoyage du chantier quotidien.	
Produits dangereux	Privilégier l'utilisation de produit non dangereux. Respect des prescription des FDS en ce qui concerne l'utilisation, le stockage et l'évacuation.	
Réseaux	Demande de DICT à réaliser en amont des travaux.	
Manutention manuelle	Manutention manuel à limiter au maximum. Moyen de manutention mécanique a privilégier.	
Chute d'objets, éclats	Carottage : assurer la sécurité à l'arrière ou en sous face de la zone de carottage  Aspirer ou brumiser les poussières.	.
Chute d'objets, éclats	Carottage : assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage	Tâche carottage : Assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage. Nettoyage des gravats
Travail en hauteur	Maintenir les équipements en conformité lors des approvisionnements et des différentes phases de travail.	.
Produits dangereux	Balisage de zone infranchissable, zone de stockage fermée à clé, étiquetage, habilitation, EPI	Respect des balisages
Chute d'objets, éclats	Mettre en place une protection contre le risque de chute dans l'excavation	S'assurer du bon état de la protection du trou
Contraintes météorologiques	Pas d'intervention par vent fort (>55 km/h), adéquation levage, état et choix des appareils	Respect des zone balisées, pas de passage sous la charge
Travail en hauteur	Toujours garder en protection collective provisoire durant la tâche, mettre un balisage infranchissable	Respect des balisages
Inflammation, explosion	Entreprise habilitée, qualification des intervenants, mode opératoire détaillé (balisages, périmètre de sécurité), information services de déminage	Respect périmètre de sécurité
Contact électrique direct ou indirect	Travaux hors tension uniquement	Consignation de réseau à respecter
Inflammation, explosion	Permis de fouille à déposer, recollement de réseaux à demander au MOA, balisage, blindage si nécessaire	Pas d'intervention dans la zone de terrassement, respect des balisages
Engins et matériels	Equipement des engins : gyrophare, signal sonore de recul. Chef de manœuvre, balisage de la zone d'intervention - limiter les propagation de particules	Respect des zones balisées - Port des EPI (lunettes, gilet rétro réfléchissant)
Inflammation, explosion	En cas de découverte d'un engin susceptible d'exploser, le travail doit être immédiatement stoppé au voisinage jusqu'à ce que les autorités aient fait procéder à l'enlèvement de l'engin ou à la destruction de l'engin.	Interrompre immédiatement les travaux.

### Génie civil

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Engins et matériels	"Les engins seront à jour de leurs vérifications périodiques. Les conducteurs posséderont une autorisation de conduite."	Sans co-activité avec les autres lots
Eclairage	Mise en place de projecteurs, de ballons éclairants autonomes mises en place par le Titulaire. Dispositifs d'éclairage aux postes de travail et pour les cheminements qui seront orientés afin de ne pas éblouir les usagers des voies publiques à proximités. Signalisation renforcés de nuits , feux à éclats etc.	Personnel muni d'habits de travail réfléchissant, classes 2 - 3Engins et PL munis de feux d'éclairage et gyrophare.Respect de la signalisation de nuits renforcée.
Collision, heurt	Aire de stockage des agrégats, non surchargée et interdite à tout piéton. Pas d'interférence de circulation entre chargeuse et camion d'approvisionnement.	Aire de stockage des agrégats, non surchargée et interdite à tout piéton. Pas d'interférence de circulation entre chargeuse et camion d'approvisionnement.
Multi danger	Les risques liés aux venues d'eau auront été au préalable appréhendés par l'entreprise de terrassement et s'il y a lieu, les matériels d'épuisement mis en place. En cas de présence d'eau polluée, l'entreprise titulaire concernée fera réaliser une analyse, les résultats au jour du sondage seront transmis au MOA, au MOE et au CSPS.	Ne pas franchir les dispositifs de délimitation mis en place, sans autorisation préalable du titulaire du lot.

## 4.3. Co-activités et protections collectives

### 4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que chaque soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par chaque entreprise
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

#### **4.3.2. Déplacement de protection collective**

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

#### **4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise**

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Entreprise désignée par le maître d'ouvrage est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Entreprise désignée par le maître d'ouvrage qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

#### **4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles**

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise.

Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

### **4.4. Equipement de levage**

Sans objet

#### **4.4.1. Autorisation de survol**

Sans objet

#### **4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention**

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par

les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

## **4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site**

### **4.5.1. Approvisionnements et stockage**

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

### **4.5.2. Travaux superposés**

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

### **4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux**

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

### **4.5.4. Protection contre le bruit**

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

### **4.5.5. Protection contre l'incendie**

**TOUT FEU INTERDIT - INTERDICTION STRICTE DE FUMER - TELEPHONE PORTABLE EN MODE AVION**

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et

le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

#### 4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

#### 4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Sans objet

#### 4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manoeuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne pourra être confiée qu'à des conducteurs ayant été reconnus aptes médicalement et professionnellement. Chaque conducteur devra être en possession de l'autorisation de conduite de son employeur et du C.A.C.E.S. (Certificat d'Aptitude à la Conduite d'Engin en Sécurité) adapté à ses interventions.

Tout le matériel "engins, outillage" mis en oeuvre sur ce chantier doit être :

- normalisé,

- adapté aux travaux à réaliser,
- de mise en oeuvre aussi aisée que possible de manière à faciliter les conditions de travail,
- utilisé par du personnel qualifié ayant été formé et instruit des risques spécifiques liés à son utilisation.

#### Matériel

Tous les appareils de levage utilisés sur le chantier doivent posséder le carnet consignait les résultats d'épreuves, examens et inspections prévus par la réglementation en vigueur.

Mise à la terre des masses métalliques sur les engins d'électricité B.T. comme énergie motrice.

Arrêts d'urgence bien identifiés et accessibles, extincteurs appropriés à proximité immédiate sur les groupes et engins à moteurs thermiques.

Installation des engins de manière à ce que les gaz d'échappement n'incommodent pas le personnel : extraction des gaz d'échappement, pots catalytiques, etc.

## 4.6. Moyens communs

### 4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Sans Objet.

### 4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

### 4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

### 4.6.4. Protection des accès – Auvents

Sans objet

## 4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Nettoyage quotidien du chantier à la charge de chaque entreprise.

**Les zones d'intervention étant contigües aux zones d'activité, une grande attention est demandée, relative à la propreté générale du site, et à la prévention des envols de matières et déchets.**

## 5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

### 5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

### 5.2. Nettoyage

#### Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

#### Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

### 5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

#### 5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

En cas de vents forts, les bennes seront bâchées de façon à éviter tout envol de matières, poussières, déchets.



### **5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés**

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

### **5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise**

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

## 6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

### Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

#### 6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - DT/DICT à réaliser en amont des travaux. et plans des réseaux du site au gestionnaire.

Le titulaire prendra en temps utile, tous les contacts nécessaires avec les services de la BA115 et du SID (USID) concernés permettant la sauvegarde des réseaux, canalisations et câbles éventuellement rencontrés.

Le titulaire devra prendre toutes précautions lors de l'exécution des travaux, afin de ne pas endommager ou détruire les canalisations ou câbles éventuellement rencontrés. Formation AIPR obligatoire.

Il devra, dès la localisation d'un de ces ouvrages, avertir immédiatement le maître d'oeuvre et les services techniques compétents.

Le titulaire devra assurer la sauvegarde et la protection de la canalisation ou du câble rencontré.

Par ailleurs, la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'oeuvre, réaliserons en période de préparation une demande MISO (Méthodologie d'Intervention sur les Systèmes Opérationnels) auprès des services de la BA 115 (ESIS-AERO et DIRISI) afin de vérifier la présence ou non de réseaux dit « sensibles ». Les conclusions de la MISO seront à prendre en compte par le titulaire pour la réalisation des prestations.

- Demandes d'arrêtés -
- Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'oeuvre.

Les entreprises établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'oeuvre.

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'oeuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

#### 6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Les travaux doivent être réalisés dans une enceinte militaire. Accès réglementé.

Respect des prescriptions du gestionnaire du site (décrites dans le marché de travaux et les consignes jointes).

Clôture /barriérage/ balisage de chantier à mettre en place afin de maintenir le chantier clos.

Intervention en dehors des horaires de forte activité à privilégier.

Le maintien de l'activité est prioritaire. L'organisation des travaux tiendra compte de l'obligation de continuité de distribution de carburant : accès des camions, circulation jusqu'à zone de distribution et sortie sans manœuvres de retournement.

**Risque pyrotechnique**

Il existe un risque pyrotechnique considéré comme fortuit jusqu'à 3.00 m de profondeur.

Le titulaire du présent lot procédera à des terrassements avec précaution.

En cas de découverte fortuite d'engins de guerre, le titulaire devra se conformer aux instructions suivantes :

- Tout travail sera immédiatement arrêté dans un rayon de 50 m autour de l'engin ;
- Sous aucun prétexte, l'engin ne devra être touché ou déplacé ;
- Le personnel du titulaire devra suivre impérativement les directives de l'annexe n°2 (fiche reflexe pyro) du présent document.

Cette situation sera considérée comme exceptionnelle et gérée par un avenant au contrat en cas d'arrêt de chantier (impossibilité de déplacer les équipes sur l'autre Seuil pendant le déminage).

De même, en cas de purge d'une zone suspecte, le titulaire du présent lot devra alerter le Maître d'Ouvrage et son représentant si cette purge doit s'étendre sous les 3.00 m de profondeur. Cette situation sera considérée comme exceptionnelle et gérée par un avenant au contrat (Appel à un prestataire spécialisé dans la sécurisation pyrotechnique pour superviser les travaux de terrassement).

**6.3. Risques par rapport à un chantier voisin**

Sans Objet

Réunion de coordination à organiser le cas échéant.

**6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure**

Coordination à réaliser avec le chargé de prévention de la base avant démarrage des travaux.

**6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu**

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage

les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

Le permis de feu est prévu pour encadrer toutes les opérations susceptibles de générer des points chauds d'une manière générale. Lorsque des travaux par points chauds concernent un poste permanent (poste fixe de soudure par exemple), le permis de feu n'est pas nécessaire, la maîtrise des sources d'inflammation étant déjà effectuée dans l'évaluation des risques du poste de travail. (extrait document INRS).

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS)...) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en oeuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

Nous demandons aux entreprises de se référer au document INRS ED6030 et notamment aux pages 11 à 14 définissant l'ensemble des démarches et comportant aussi un exemple de permis de feu.

## 6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

La priorité sera donnée à l'exploitant.

Nettoyage et mise en sécurité du chantier à réaliser avant chaque intervention de l'exploitant.

Coordination à réaliser avec le chargé de prévention de la base avant démarrage des travaux.

Le titulaire du lot devra tenir compte des contraintes suivantes :

- Obtention du permis plateforme pour l'ensemble des opérateurs ;
- Réalisation des travaux sur les deux seuils en simultané sous réserve du strict respect des contraintes ci-dessous  
(en particulier la traversée de Piste) ;
- Utiliser la route des 90m pour circuler entre les zones de travaux (remontée de piste entre seuil 14 et seuil 32, STRICTEMENT INTERDIT) ;
- La piste sera fermée pendant la durée des travaux ce qui engendre des coûts de déplacement de l'escadron. Le délai du planning joint au DCE devra par conséquent être strictement respecté ou optimisé ;
- La moindre dégradation du revêtement de la piste nécessitera un décapage et une réfection sur toute sa largeur et sur 60 m de long depuis le brin d'arrêt à la charge du présent lot.

En particulier :

- o Interdiction de réaliser les travaux avec des engins à chenille ;
- o Interdiction d'utiliser la piste comme espace de travail en particulier pour le stockage des matériaux et la mise en place de bennes à déchets (idem ci-dessus).
- La piste devra être exempte de FOD (Foreign Object Debris) en fin de travaux ;
- A chaque fin de journée, positionner les matériels et engins en dehors de la piste à la fin des travaux et les stationner en HNO dans la base vie du chantier ;
- Passage obligatoire à la tour de contrôle du responsable de chantier pour voir le chef de quart :
  - o Avant de commencer les travaux du jour (confirmer le lieu et l'objet des travaux) ;
  - o À la fin des travaux du jour (confirmer la fin des travaux) ;
- Les équipes du titulaire devront obligatoirement être équipées de RADIO pour chaque lieu de chantier sur la piste. L'objectif étant de pouvoir contacter rapidement les équipes sur la piste afin de pouvoir les faire évacuer en cas d'urgence absolue.

## 6.7. Locaux témoins

S Objet

## 7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

En cas d'accident nécessitant le recours aux secours :

Pas d'appel des pompiers mais **centre de secours interne BA : 04 13 97 03 18**

### 7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

### 7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

### 7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

### 7.4. Procédure d'organisation des secours

### 7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

### 7.6. Point de rencontre secours

Voir plan d'évacuation existant

## 7.7. Modèle de fiche de secours

### *EN CAS D'***ACCIDENT**

**Appelez les Pompiers**



et dites :

#### **1.ICI CHANTIER : 84/ORANGE/BA115-BRIN D'ARRET**

Adresse : BA 115 84100 ORANGE

#### **2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :**

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

#### **3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

#### **4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.**

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Voir plan d'évacuation existant

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**

## **ANNEXES AU P.G.C.**

### **Liste des pièces jointes au P.G.C.**

- 20250725\_466 454\_PIC\_V0
- Annexe\_Presence\_Silice